

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 22 MARS 2011

DINSDAG 22 MAART 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 13 h 53 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "l'utilisation d'actes de naissance dans les procédures judiciaires" (n° 3042)

01.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Il semblerait que la présentation d'un extrait de l'acte de naissance ne soit requise que dans quelques cas exceptionnels et qu'actuellement, l'on a essentiellement recours au Registre national. Dans le cadre de procédures internationales toutefois, ou lorsque les informations du Registre national sont contestées, l'acte de naissance est toujours requis. C'est également le cas dans le cadre de procédures judiciaires spécifiques, telles que la procédure devant le tribunal de la jeunesse, la procédure de divorce impliquant des mineurs ou la reconnaissance ou le désaveu de paternité.

Pourquoi l'acte de naissance est-il toujours requis dans le cadre des procédures susvisées? Est-il envisageable de les simplifier davantage? De quelle manière et quelles mesures peuvent déjà être prises en période d'affaires courantes?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En Belgique, seuls les actes de l'état civil constituent une base légale pour établir l'état d'une personne dans tous les cas où la loi l'impose. En ce qui concerne l'âge d'une personne, seul l'acte de naissance est considéré comme une preuve légale en la matière. Les communes disposent, en plus d'un service de l'état civil, d'un service de la population chargé de l'enregistrement administratif des données relatives à leurs habitants. Le service de la population délivre des certificats de résidence ou de domicile comprenant l'ensemble des données d'identification sur la base du registre de la population.

Ces certificats n'ont aucune force probante authentique en ce qui concerne l'état et la nationalité des personnes.

Par ailleurs, en tant que système national de traitement de l'information, le Registre national enregistre et communique des informations sur l'identification de personnes physiques. Les données qui y figurent proviennent des registres de la population et des étrangers des communes belges. Les cartes d'identité tiennent lieu de preuves d'inscription pratiques, mais non authentiques, dans les registres de population.

Dans le cadre de procédures judiciaires où l'état de l'intéressé joue un rôle, il convient dès lors de se baser sur l'acte de l'état civil. L'état civil doit faire l'objet d'une modernisation et d'une informatisation approfondies, une mission assumée par l'ensemble des administrations concernées, sous la coordination de l'Agence pour la Simplification Administrative.

Le projet de modernisation de l'état civil a pour objectif de permettre la délivrance conviviale et électronique d'actes de l'état civil. Aujourd'hui, il reste souvent difficile d'obtenir un extrait ou une copie d'un acte d'état civil. Le législateur a également prévu des dispositions relatives à la validité juridique de certaines données extraites du registre national. Dans de nombreuses villes et communes, il est possible, dès à présent, d'obtenir aisément des extraits et des copies d'actes de l'état civil par le biais d'un guichet électronique. Le projet de modernisation simplifiera encore la démarche.

Aucun problème ne se pose pour les Belges parce que les données des actes de l'état civil servent de base aux mentions dans le registre de la population et le Registre national. Pour les personnes inscrites dans le

registre de la population sur la base de documents étrangers, des contradictions peuvent exister entre les données des différents registres. Les fonctionnaires de l'état civil sont fréquemment confrontés à des personnes qui ont été inscrites sur la base de certains documents d'identification et veulent ensuite demander la modification de données sur la base de leur acte de naissance original.

Lorsqu'il s'agit de procédures judiciaires, il faut être prudent. Les données du Registre national ont force probante jusqu'à preuve du contraire, ce qui est uniquement possible sur la base de l'acte de l'état civil, d'où la demande d'acte de naissance. Il est toujours possible de simplifier davantage, pour autant que l'on tienne compte des sécurités juridiques et des abus éventuels. Si la suppression de la production de l'extrait de l'acte de naissance est décidée, il faudra également modifier les dispositions y relatives du Code judiciaire.

01.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Il ne se pose donc aucun problème pour les Belges, si ce n'est lors de la transcription de l'acte de personnes qui viennent de l'étranger et qu'il faut inscrire dans le Registre national. Si, toutefois, l'administration communale complète correctement les données, le Registre national est suffisant pour lancer les procédures.

01.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Non, parce que nous devons nous assurer que toutes les données y figureront, ce dont on ne peut jamais être certain. Dans ce cas, je préfère ne pas prendre de risques.

01.05 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Les personnes qui doivent se présenter au tribunal, doivent également toujours remplir une série de formalités administratives avant de pouvoir entamer la procédure.

01.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): Je n'ai aucune certitude à ce sujet.

L'incident est clos.

02 Question de M. Bert Schoofs au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'étude 'Scheiden in Vlaanderen' et l'évaluation subséquente de la nouvelle législation sur le divorce" (n° 3121)

02.01 Bert Schoofs (VB): Dans l'étude "Scheiden in Vlaanderen" (Divorcer en Flandre), la nouvelle législation sur le divorce, adoptée en 2007, en prend pour son grade. Le nombre de divorces conflictuels n'aurait pas diminué et la durée des procédures de divorce ne s'en serait pas trouvée réduite.

Le secrétaire d'État a-t-il l'intention de soumettre bientôt à une évaluation la nouvelle législation sur le divorce? Une étude similaire a-t-elle été réalisée en Wallonie?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (en néerlandais): J'ai pris connaissance du contenu de cette étude lors de la conférence de presse du 24 février. Dès que je recevrai le rapport écrit, je viendrai volontiers vous le présenter et vous exposer mes vues personnelles sur ses conclusions.

Il est nécessaire que nous tentions de limiter le plus possible les conflits intrafamiliaux. Toute la politique que je mets en œuvre tend à répondre à la question: comment atteindre cet objectif? J'ai par exemple fait adopter la loi sur l'objectivation de la contribution alimentaire, loi du 18 mars 2010, et j'ai également fait réaliser des études sur la médiation. Enfin, je me réfère aux projets réalisés à Gand et à Huy, ainsi qu'au projet Tribunal de la Famille et de la Jeunesse.

Je n'ai pas connaissance d'une étude d'aussi grande ampleur en Wallonie.

02.03 Bert Schoofs (VB): La nouvelle législation sur le divorce n'a donc pas apporté le remède promis. Le nombre de DCM est en baisse et le nombre de DDI est en augmentation. De plus, une étude néerlandaise a démontré que les enfants de parents divorcés ont trois fois plus de chances que les autres enfants d'avoir un jour un casier judiciaire. Que cela serve de leçon à tous ceux qui ont mené campagne pour l'instauration du DDI et du divorce instantané.

L'incident est clos.

La discussion des questions est close à 14 h 11.

De vergadering wordt geopend om 13.53 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "het gebruik van geboorteaktes in gerechtelijke procedures" (nr. 3042)

01.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Blijkbaar is het uittreksel uit de geboorteakte in weinig gevallen nog echt nodig en wordt nu voornamelijk gewerkt met het Rijksregister. Uitzonderingen zijn internationale procedures of betwistingen van de gegevens uit het Rijksregister, maar ook voor specifieke gerechtelijke procedures is de geboorteakte nog steeds vereist: procedures voor een jeugdrechtbank, echtscheidingen waar minderjarigen bij zijn betrokken en erkenning of ontkenning van vaderschap.

Waarom? Is ook hier een verdere vereenvoudiging mogelijk? Hoe kan dat gebeuren en welke maatregelen zijn al mogelijk in een periode van lopende zaken?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): In België kunnen in beginsel alleen de akten van de burgerlijke stand gelden als wettelijke basis voor de staat van de persoon in alle gevallen waarin de wet deze verklaring oplegt. Voor de leeftijd van een persoon geldt eigenlijk enkel de geboorteakte als wettelijk bewijs. Gemeenten hebben naast een dienst Burgerlijke Stand ook een dienst Bevolking voor de administratieve registratie van de gegevens met betrekking tot de eigen inwoners. Op basis van het bevolkingsregister levert de dienst Bevolking getuigschriften van verblijfplaats of woonst af met daarop alle identificatiegegevens.

Deze getuigschriften hebben geen authentieke bewijskracht voor de staat en de nationaliteit van de personen.

Verder staat het Rijksregister als nationaal systeem van informatieverwerking in voor de registratie en de mededeling van informatie over de identificatie van natuurlijke personen. De gegevens daarin komen uit de bevolkings- en vreemdelingenregisters van de Belgische gemeenten. De identiteitskaarten gelden als praktisch, maar niet als authentiek bewijs van inschrijving in de bevolkingsregisters.

In gerechtelijke procedures waar de staat van een betrokkene een rol speelt, moet men daarom teruggrijpen naar de akte van de burgerlijke stand. De burgerlijke stand moet verregaand worden gemoderniseerd en gedigitaliseerd, wat een gezamenlijke taak is van alle betrokken administraties en wat wordt gecoördineerd door de dienst voor Administratieve Vereenvoudiging.

Via het project Modernisering van de burgerlijke stand werkt men aan een gebruiksvriendelijke, elektronische akte van de burgerlijke stand. Tot nu toe is het vaak moeilijk om een uittreksel of een afschrift van een akte van de burgerlijke stand te verkrijgen. De wetgever heeft ook bepalingen ingevoerd met betrekking tot de rechtsgeldigheid van bepaalde gegevens uit het Rijksregister. In heel wat steden en gemeenten kan men nu wel makkelijk uittreksels en afschriften van akten van de burgerlijke stand bekomen via een e-loket. Het project Modernisering zal dit nog verder vereenvoudigen.

Voor Belgen is er geen probleem, omdat de gegevens van de akten van de burgerlijke stand als basis dienen voor de vermeldingen in het bevolkingsregister en het Rijksregister. Voor personen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister op basis van vreemde documenten, kan er sprake zijn van tegenstrijdigheden tussen de gegevens uit de verschillende registers. De ambtenaren van de burgerlijke stand worden meermaals geconfronteerd met personen die op basis van bepaalde identificatiedocumenten werden ingeschreven en daarna gegevens willen laten wijzigen op basis van hun originele akte van geboorte.

Als het gaat om gerechtelijke procedures, moet men voorzichtig zijn. De gegevens van het Rijksregister gelden tot bewijs van het tegendeel, wat enkel kan op basis van de akte van de burgerlijke stand, vandaar de vraag naar de geboorteakte. Verdere vereenvoudiging is steeds mogelijk, voor zover men rekening houdt met rechtszekerheden en mogelijke misbruiken. Wil men de voorlegging van het uittreksel uit de geboorteakte afschaffen, dan zal men ook de desbetreffende bepalingen in het Gerechtelijk Wetboek moeten wijzigen.

01.03 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Voor de Belgen is er dus geen enkel probleem, enkel bij de

overschrijving van de akte van mensen die uit het buitenland komen en die moeten worden geregistreerd in het Rijksregister. Maar als de gemeente de gegevens correct inbrengt, kan men zich beperken tot het Rijksregister om de procedures op te starten.

01.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Neen, want we moeten zeker zijn dat alle gegevens er in zitten en ook dat is nooit zeker. In deze zaak neem ik liever geen risico's.

01.05 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): De mensen die zich moeten aanbieden op de rechtbank, moeten ook altijd een hele reeks administratieve formaliteiten vervullen voor ze de procedure kunnen opstarten.

01.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik heb daarover geen zekerheid.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het onderzoek 'Scheiden in Vlaanderen' en de daaruit voortvloeiende evaluatie van de nieuwe echtscheidingswetgeving" (nr. 3121)**

02.01 **Bert Schoofs** (VB): Het onderzoek 'Scheiden in Vlaanderen' schetst een allerm minst positief beeld van de echtscheidingswetgeving van 2007. Het aantal vechtscheidingen zou niet verminderd zijn en ook de duur zou niet verkort zijn.

Is de staatssecretaris van plan om de echtscheidingswetgeving binnen afzienbare tijd aan een evaluatie te onderwerpen? Werd er in Wallonië een gelijkaardig onderzoek uitgevoerd?

02.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Ik heb kennis genomen van de inhoud van het onderzoek via de persconferentie op 24 februari. Zodra ik de schriftelijke weerslag ontvang, zal ik graag naar hier komen met eigen reflecties over de conclusies.

Het is noodzakelijk dat wij conflicten binnen het gezin zoveel mogelijk trachten te beperken. Hoe dit kan gerealiseerd worden, is een rode draad door mijn beleid. Zo is er de wet op de objectivering van de onderhoudsbijdrage van 18 maart 2010 en de in mijn opdracht uitgevoerde onderzoeken over bemiddeling. Ik verwijs ook naar de projecten in Gent en Hoei en naar het project Familie- en Jeugdrechtbank.

Ik heb geen weet van een gelijkaardig grootschalig onderzoek in Wallonië.

02.03 **Bert Schoofs** (VB): De nieuwe echtscheidingswetgeving biedt dus niet het beloofde soelaas. Het aantal EOT's daalt en de EOO, onherstelbare ontwrichting, zit in stijgende lijn. Daarbij toont een Nederlandse studie aan dat kinderen van gescheiden ouders een drie keer grotere kans op een strafblad hebben dan kinderen uit een volledig gezin. Laat dit een vingerwijzing zijn voor iedereen die propaganda heeft gevoerd voor de EOO en de instantechtscheiding.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 14.11 uur.